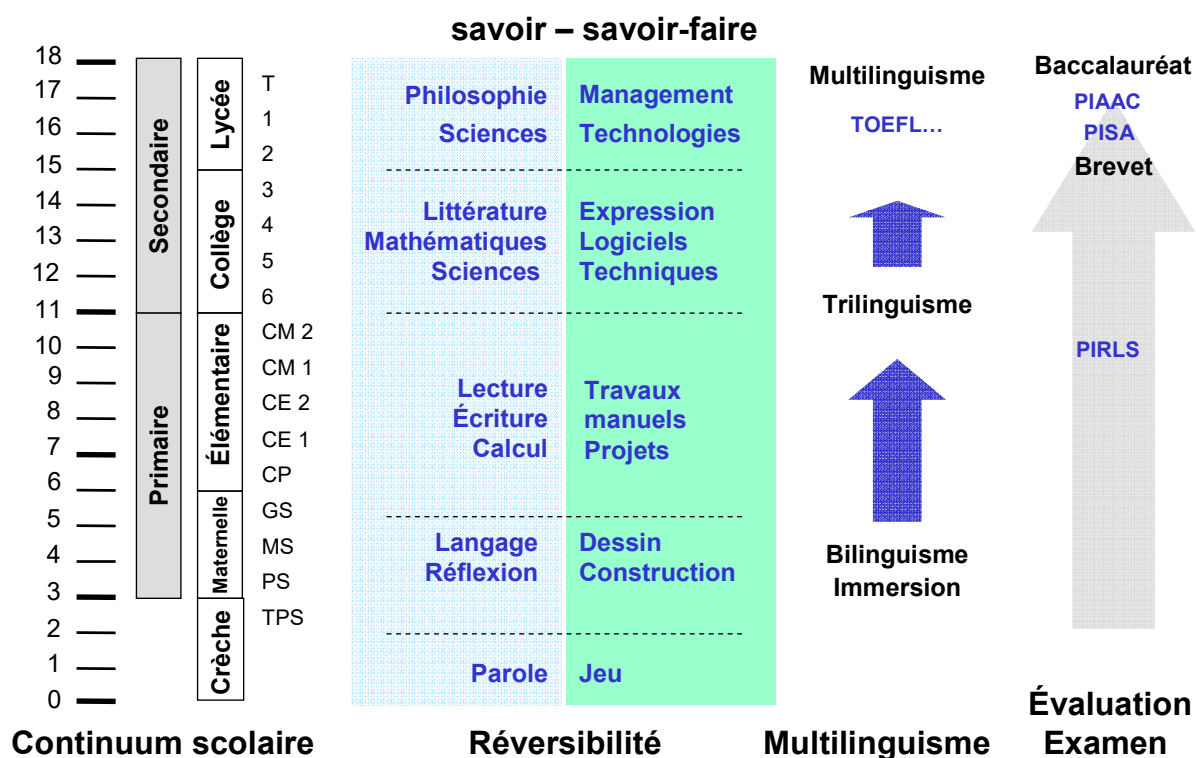




Quel enseignement pour la Bretagne ? Pour une école de la continuité, de la réversibilité et du multilinguisme

2026-04-10



Synoptique d'une organisation de l'enseignement en Bretagne²

¹ Le Cercle Pierre Landais – Association pour le développement local et régional – est un cercle de réflexion et de proposition sur les institutions et les politiques publiques en Bretagne, en France et dans l'Union européenne. Il promeut les valeurs de l'Union européenne, telles qu'énoncées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne, et inscrit sa démarche dans les grands textes juridiques internationaux.

Site internet : united-citizens.eu (en cours de redéveloppement) – Contact : adlr56@free.fr

Cette fiche présente une synthèse du livre blanc « Quel enseignement pour la Bretagne ? » et de son cahier budgétaire et opérationnel. Elle en résume les principaux axes doctrinaux, institutionnels et financiers.

Étude complète :

- [Livre blanc](#) (56 pages)³
- [Cahier budgétaire et opérationnel](#) (70 pages)⁴

Le cadre général

La Bretagne n'a pas besoin d'une école de rupture. Elle a besoin d'une école de rééquilibrage, d'exigence et d'apaisement. Le point de départ n'est ni la nostalgie ni la revanche. L'école républicaine a apporté l'instruction de masse, une culture civique commune, l'accès au savoir et l'intégration dans un cadre national partagé. Mais elle a aussi accompagné, en Bretagne, la marginalisation du breton et du gallo, ainsi qu'une longue opposition entre enseignement public et enseignement catholique. Le temps n'est ni à l'oubli ni au ressentiment. Il est à une politique de maturité : conserver ce qui vaut dans l'héritage français, corriger ce qui doit l'être, et organiser un service éducatif breton plus juste, plus cohérent et plus apaisé.

La thèse centrale

Le cœur de la proposition est simple : la Bretagne doit viser un service éducatif pluraliste mais cohérent. Pluraliste, parce qu'il reconnaît la diversité des réseaux d'établissements, des parcours linguistiques, des pédagogies et des formes de réussite. Cohérent, parce qu'il maintient pour tous les élèves un même socle culturel, civique et scolaire, une même exigence de qualité, et une même continuité du parcours, de la petite enfance à l'enseignement supérieur. La Bretagne n'a pas à choisir entre uniformité centralisatrice et dispersion des offres. Elle peut organiser plusieurs voies dans un cadre commun clairement ordonné.

² Ce schéma présente, sous une forme volontairement simplifiée, la logique d'ensemble du modèle éducatif breton proposé. Il fait apparaître quatre idées directrices : le continuum du parcours de la petite enfance au lycée, la réversibilité entre savoir et savoir-faire, la progression linguistique du français vers le bilinguisme puis, le cas échéant, le trilinguisme, et quelques jalons d'évaluation destinés à situer les acquis. Il ne remplace pas le développement du document ; il en donne une vue synoptique.

³ Lien en clair si cassé lors de la transmission : https://bibliotheque.idbe.bzh/data/cercle_pierre_landais/enseignement/DP_Enseignement_6_-_Livre_blanc_1.pdf

⁴ Lien en clair si cassé lors de la transmission : https://bibliotheque.idbe.bzh/data/cercle_pierre_landais/enseignement/DP_6_-_Enseignement_-_Budget_1.pdf

La synthèse des modèles étrangers

Sur le plan des références, la proposition ne copie aucun modèle étranger, mais elle assume une synthèse raisonnée. Elle conserve du système français ce qu'il a de plus structurant : la culture commune, les diplômes nationaux, la citoyenneté, la laïcité et l'égalité formelle devant les programmes. Elle reprend du modèle nordique, et notamment finlandais, ce qu'il a de plus convaincant : la continuité du parcours, la priorité donnée aux fondamentaux, la confiance et la cohérence institutionnelle. Elle emprunte à l'Allemagne ce que la France réussit moins bien : la dignité de la voie professionnelle, le lien avec l'entreprise, l'apprentissage, la qualification reconnue et la valeur sociale du faire.

France pour le socle commun, Finlande pour la continuité du parcours, Allemagne pour la dignité du professionnel : telle est l'armature du projet.

Critique du système français

Cette synthèse conduit à une critique nette du système français actuel, en particulier de la manière dont il a organisé la scolarité commune jusqu'au collège. Le document ne conteste pas l'idée d'une formation commune prolongée ; il conteste la forme française, trop souvent hésitante, fragmentée et peu lisible, dans laquelle elle a été mise en œuvre. La Bretagne a intérêt à s'orienter davantage vers une logique de continuité entre école et collège que vers le maintien du collège unique dans sa forme historique.

Le principe de réversibilité

Mais le point le plus original de la proposition bretonne réside dans le principe de réversibilité. L'école ne doit plus opposer brutalement savoir et savoir-faire, théorie et pratique, filière générale et filière professionnelle. Elle doit reconnaître que les élèves n'entrent pas tous dans les apprentissages par la même voie. Certains apprennent d'abord en comprenant ; d'autres d'abord en faisant. La bonne politique n'est ni de hiérarchiser ces aptitudes, ni de séparer trop tôt les élèves en deux mondes. Elle est d'organiser le passage de l'un à l'autre : du savoir vers le faire, du faire vers le savoir. Cette réversibilité doit structurer la pédagogie dès l'école élémentaire, nourrir le collège, puis préparer au lycée des orientations plus choisies, plus dignes et plus perméables.

Le baccalauréat et les voies d'excellence

Cette doctrine de la réversibilité conduit aussi à remettre en cause une certaine vision uniformisatrice du « baccalauréat pour tous ». L'objectif d'une politique éducative sérieuse n'est pas d'amener artificiellement toute une génération au même diplôme au prix d'un affaiblissement des exigences. L'objectif doit être plus juste et plus exigeant : élever le plus grand nombre possible à un haut niveau de formation, sans dévaloriser le baccalauréat, tout en garantissant à ceux qui ne l'obtiennent pas des voies qualifiantes, reconnues et honorables. La Bretagne doit assumer qu'il existe plusieurs formes d'excellence, plusieurs voies dignes, plusieurs manières de réussir sa vie.

Le budget

Sur le plan budgétaire, la proposition se veut réaliste. Elle ne cherche pas à bâtir un modèle globalement plus dépensier que le système français, mais à recalibrer les priorités à budget de

référence constant. Les comparaisons internationales montrent qu'une transposition intégrale des systèmes allemand ou finlandais coûterait davantage que le modèle français. Il faut donc raisonner non en copie, mais en réallocation. La conclusion est nette : renforcer l'école élémentaire et le collège, c'est-à-dire les cycles où se construisent les fondamentaux, le langage, la lecture, le calcul, l'attention, la méthode et l'orientation progressive ; desserrer relativement le poids du lycée ; et ne pas laisser l'aval du parcours absorber une part excessive de la dépense.

Finlande pour la priorité aux bases, Allemagne pour la valorisation du faire, France pour la culture commune — le tout sous contrainte budgétaire française.

Paix scolaire et pluralisme

Cette réforme doit enfin se déployer dans un climat de paix scolaire. La Bretagne peut et doit dépasser l'opposition stérile entre public et privé, sans nier leurs histoires propres. La bonne ligne n'est ni la fusion ni la guerre des réseaux, mais la coexistence régulée, l'égalité de considération du service rendu et l'émulation au bénéfice des élèves. La même logique vaut pour les filières linguistiques : breton, gallo, filières immersives ou bilingues doivent être reconnus dans le cadre commun des programmes, des diplômes, de la liberté de conscience et de la laïcité. Une Bretagne éducative forte n'a pas besoin de raviver les querelles anciennes ; elle a besoin de mettre en ordre ses pluralités.

En définitive, cette proposition ne cherche pas à produire une école de plus. Elle cherche à faire émerger une doctrine bretonne de l'enseignement : une école plus continue que le système français actuel, plus ouverte aux différentes formes d'intelligence, plus respectueuse des langues de Bretagne, plus juste dans son rapport aux voies professionnelles, plus exigeante dans ses fondamentaux, et plus apaisée dans son rapport à l'histoire. C'est une réforme de maturité, non un coup de force idéologique. Son ambition tient en une phrase : former en Bretagne des personnes libres, cultivées, aptes à vivre ensemble, à travailler, à transmettre et à prendre part à la vie collective.